

Regards Nord-Sud sur la souveraineté alimentaire

Mardi 25 janvier 2011

[Pauline Cancela](#) [1]

GENÈVE - Organisé par les associations actives dans le développement, le troisième Carrefour de la solidarité débutera jeudi. L'occasion d'aborder les enjeux ruraux.

«L'alimentation en péril, quelle agriculture voulons-nous?» C'est l'importante question que pose le troisième «Carrefour genevois de la solidarité», alors que plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde. La souveraineté alimentaire est à l'honneur de la manifestation organisée par la Fédération genevoise de coopération (FGC) se déroulera du 27 au 29 janvier.

Le Théâtre Forum Meyrin devrait faire salle comble, au vu du florilège de tables rondes mises au point par les associations de la FGC. Elles invitent des paysans, des leaders, des hommes et des femmes politiques à venir confronter leur regard du Nord comme du Sud sur le développement rural, et sur les défis engendrés par la crise alimentaire ainsi que par une production internationale de plus en plus globalisée.

Mais le programme ne s'arrête pas là. Outre les onze débats prévus samedi, trois jours de films, concert, performance et contes permettront aux grands comme aux petits d'élargir la réflexion. Un bar et des stands de restauration – équitable évidemment – seront également au menu. A deux jours du lancement, tour d'horizon avec les organisateurs Olivier Labarthe, président de la FGC, et Yanik Marguerat, chargé de communication.

Pourquoi avoir choisi le thème de la souveraineté alimentaire?

Yanik Marguerat: Deux de nos associations étaient particulièrement concernées par la problématique: les Jardins de Cocagne et le syndicat paysan Uniterre. Connus du grand public pour leur travail ici à Genève, ces deux partenaires sont proches du mouvement international de la Via Campesina, qui défend au Sud la souveraineté alimentaire. Les projets soutenus par la fédération se rapprochant de plus en plus du développement rural, le choix du thème nous a paru logique.

Olivier Labarthe: Oui, il s'est imposé de lui-même au sein de la Fédération. On y retrouve des éléments écologiques, économiques et sociaux qui nous sont familiers. Dans nos projets qui cherchent à soutenir des populations vivant en zones protégées, par exemple, souvent contraintes de se déplacer dans les circuits des grands trusts de production faute de moyens de subsistance. Les aider consiste pour une part à mettre en place une agriculture propre sur leur territoire.

Parler de souveraineté alimentaire, c'est donc s'opposer à la dépendance imposée par les multinationales, vérifier que les chaînes de production respectent un certain nombre de critères. Le développement durable également, ou la problématique de l'eau, sont autant de questions que recouvre le grand chapeau de la souveraineté alimentaire.

Quels en sont les fondements?

O. L.: S'y référer implique premièrement la promotion d'une agriculture respectueuse des écosystèmes. Afin que le sol puisse produire à sa mesure, il faut redoubler de vigilance face aux grandes industries agricoles et à l'arrivée des OGM et engrais en masse. Rétablir un équilibre économique constitue un deuxième axe important de la thématique. On peut invoquer le marché équitable lorsqu'un paysan est non seulement capable de produire, mais surtout lorsqu'il est en mesure de vendre sa production. La souveraineté alimentaire suppose donc de se battre pour que les populations autochtones puissent se nourrir à satisfaction.

Lorsque l'on sait que les 4 milliards de paysans sur terre pourraient nourrir l'entier de la population mondiale, il y a forcément des réajustements à faire.

Les tables rondes avanceront-elles des solutions?

O. L.: En partie oui. Vendredi soir, nous accueillerons Michel Griffon, qui est agronome et économiste. Il fait partie de ceux qui thématisent aujourd'hui le sujet. Avec des représentants du Sud et la Confédération paysanne de France, il analysera la mise en oeuvre actuelle de la souveraineté alimentaire et les difficultés auxquelles elle se heurte.

Y. M.: Je conseille la conférence sur le développement rural et les luttes paysannes, qui aura lieu samedi à 9h. Il y sera question des paysannes et de leur place dans l'évolution actuelle des projets de développement rural.

Le point de vue des organisations internationales est également intéressant. Il sera représenté notamment lors d'un débat organisé par le Bureau Quaker auprès des Nations Unies en partenariat avec Alliance Sud. Intitulée «le commerce des denrées agricole – quelles conséquences pour l'alimentation?», la discussion aura le mérite d'être contradictoire. Des intervenants de l'Organisation mondiale du commerce et d'Oxfam International échangeront leurs idées quant aux objectifs de la réglementation internationale du commerce et de l'agriculture.

Nous avons encore la chance de recevoir Philippe Desbrosses pour une table ronde sur l'agriculture de proximité. Agriculteur, écrivain et docteur en sciences de l'environnement, il est un peu celui qui a poussé en avant le concept de l'agriculture biologique en France.

Des événements culturels seront prévus pour étayer la réflexion. Une façon d'élargir la thématique au public?

O. L.: Effectivement. Tout le monde n'a pas envie de se rendre à un débat. Avec la venue jeudi de la remarquable chanteuse malienne Bako Dagnon, nous cherchons aussi à montrer que le Sud est plein de richesse culturelle dont il faut rendre compte.

D'autre part, nous avons mandaté des jeunes illustrateurs genevois sur le thème «dessine-moi une souveraineté alimentaire». Ils ont

mordu, on se réjouit de voir le résultat jeudi. Pour les enfants, une série de contes sur l'alimentation auront lieu samedi.

La manifestation est un projet d'envergure pour la Fédération. Comment se porte la FGC aujourd'hui?

O. L.: Nous continuons sur notre lancée. A part le Carrefour, l'activité principale de la FGC consiste à soutenir des projets sur le terrain. Sur un front, il faut donner un coup de pouce ou au contraire freiner l'élan de telle ou telle association. Sur l'autre, il importe de gérer un contact régulier avec les collectivités publiques, dont le soutien n'est jamais acquis. Aujourd'hui, notre budget s'élève à 10 millions de francs environ. C'est cela la vie de la fédération.

Y.M.: Je dirais qu'on a de la chance. Beaucoup d'associations ont de la peine à tourner. Ici, c'est un luxe d'avoir les fonds pour un tel travail d'information comme le Carrefour. On se bat constamment pour maintenir ce type de budgets. Au fond, c'est un plaidoyer que nous faisons. La manifestation en est le fruit et l'aboutissement. I

En lien avec cet article:

LE PROGRAMME [2]

Réflexions autour de la souveraineté alimentaire > Vendredi 28 janvier 20h. Débat d'ouverture «l'alimentation en péril, quelle agriculture voulons-nous?», Théâtre Forum Meyrin. > Samedi 29 janvier de 9h à 18h. Tables rondes sur le développement rural et les luttes paysannes, le commerce des denrées agricoles et ses conséquences sur l'alimentation, l'agriculture durable de proximité, le commerce ...

LA COOPÉRATION RASSEMBLE [3]

Entre 2005 et 2008, plus de 2500 personnes ont participé à des débats sur le bien fondé de l'assistance Nord-Sud et les migrations liées au développement. Au tour de la souveraineté alimentaire. Pour la troisième édition du Carrefour genevois de la solidarité, la FGC entend continuer d'élargir au grand public les problématiques de développement durable et de coopération internationale, qu'elle traite ...

[Solidarité](#) [4][solidarité](#) [5][souveraineté_alimentaire](#) [6][Pauline Cancela](#) [7]